



CONSEIL DE COMMUNAUTE

VENDREDI 08 AVRIL 2022

L'an deux mille vingt deux, le huit avril, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénaïc, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

Secrétaire de séance

GOALEC Bernard

Excusés

TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)
TRMAL Marie-France (pouvoir à DALIS-ABGRALL Gwénaëlle)
LANGUENOU Céline (pouvoir à HERVOIR Stéphane)

Absents

BERVAS Viviane

Conseil de Communauté du 8 avril 2022

Délibération n°DCC2022_046

Objet	Adoption du plan de formation 2022-2023
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Ressources Humaines
Thème	Ressources humaines

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

La formation permet, parallèlement et de façon complémentaire au recrutement, à la mobilité, à la gestion des carrières et à l'évaluation, d'acquérir, maintenir, développer des compétences nécessaires à la réalisation des missions de service public. Elle contribue ainsi à la qualité du service rendu à l'utilisateur.

Compte tenu de leur impact sur le fonctionnement des collectivités locales, les règles relatives à la formation des personnels dans la fonction publique territoriale sont fixées par le législateur. L'objectif de ces dispositions est de garantir une formation adaptée aux besoins des agents et aux attentes des employeurs locaux.

Le statut général de la fonction publique territoriale pose le principe d'un droit à la formation professionnelle tout au long de la vie reconnu à tous les fonctionnaires territoriaux.

La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984, modifiée en profondeur par la loi du 19 février 2007, détermine les différents types de formation des agents territoriaux. Elle distingue d'une part les formations statutaires obligatoires qui interviennent en début de carrière ou dans le cadre de l'adaptation aux emplois occupés et, d'autre part, les formations facultatives organisées à l'initiative de l'agent ou de son employeur.

Le plan de formation détermine le programme des actions entrant dans ce cadre, les formations obligatoires d'intégration et de professionnalisation, et les formations non obligatoires prioritaires par la collectivité.

Dans ce cadre législatif et réglementaire, il convient d'adopter le plan de formation de la Communauté pour la période 2022-2023 qui a été élaboré en tenant compte des besoins exprimés par l'ensemble des directions, par l'étude des entretiens professionnels et en concertation avec les partenaires sociaux.

Ce plan a donc vocation à satisfaire les besoins de formation tant individuels que collectifs et constitue en cela un outil de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences.

Les actions de formation ont ainsi été réparties en deux axes, puis déclinées en objectifs :

Axes	Objectifs	Formations concernées
Les actions de formation transversales de la collectivité	Accompagner les agents	<i>Formation d'évolution professionnelle</i>
	Contribuer au développement d'une culture commune	<i>Intras réalisées au sein de la collectivité,</i>
	Développer la capacité à prévenir les risques	<i>Ensemble des formations sécurité réalisées en intra,</i>

Acquérir et se perfectionner à de nouvelles compétences, s'adapter aux évolutions métiers	Acquérir et se perfectionner à de nouvelles compétences ; s'adapter aux évolutions métiers	<i>Ensemble des formations individuelles métiers,</i>
---	--	---

Les formations sont assurées majoritairement par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) eu égard au versement obligatoire de la cotisation patronale.

Ces propositions d'actions pourront au cours de la période retenue (jusqu'au 31.12.23) faire l'objet d'adaptations en fonction des besoins et d'allocation de nouveaux crédits budgétaires en 2023.

Le budget octroyé au plan de formation pour 2022 et 2023 sera de 16 000€ par année (en dehors des formations informatiques financées par le budget systèmes d'information). A ce budget s'ajoute la cotisation versée au CNFPT (23 895€ en 2021). A noter que le budget 2023 pourra faire l'objet de réajustement, afin de prendre en compte les éventuelles évolutions réglementaires ou techniques, les nouveaux agents à former et les nouveaux besoins issus des entretiens professionnels réalisés fin 2022.

DÉLIBÉRATION:

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier portant statut de la Fonction Publique Territoriale,

Vu la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la Fonction Publique Territoriale,

Vu la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté,

Vu l'avis du comité technique du 24 mars 2022

Vu l'avis favorable de la Commission Ressources du 25 mars 2022

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 22 mars 2022

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: Valide le plan de formation 2022-2023,

Article 2 : Inscrit les crédits au budget.